



Education

Les directeurs d'école épuisés par l'administratif

Près de 30 000 directeurs
ont répondu à la
consultation lancée par
le ministère de l'éducation

PAGE 12

FRANCE

Des directeurs d'école noyés sous les tâches administratives

Près de 30 000 directeurs ont répondu à une consultation lancée par le ministère de l'éducation

Le métier de directeur d'école est une fonction «*chronophage*» pour laquelle ils demandent à être «*meux accompagnés*». Voilà en quelques mots le résultat de la consultation de la profession, lancée par le ministère de l'éducation nationale, après la vive émotion provoquée en septembre par le suicide de Christine Renon, dans une école maternelle de Pantin (Seine-Saint-Denis). Les conclusions ont été présentées, mardi 7 janvier, aux organisations syndicales. Au total, 29 007 directeurs ont répondu à cette enquête, menée en ligne entre le 13 novembre et le 1^{er} décembre 2019, sur un effectif de 45 500. Parmi eux, 75 % déclarent consacrer le plus de temps au «*fonctionnement administratif*» de leur établissement.

Cet investissement est en décalage avec les aspirations de ces enseignants – les directeurs d'école n'ont pas de statut spécifique – qui déclarent que le «*cœur de leur métier*» est le «*suivi collectif des élèves, le travail en équipe et l'élabora-*

tion des dispositifs d'aide», pour 83 % d'entre eux. Dans les activités qui constituent le «*cœur de métier*» se trouvent en deuxième position le «*pilotage pédagogique de l'équipe enseignante et le suivi des projets pédagogiques*», pour 74 % des répondants.

«*Les directeurs assurent des fonctions très diverses, dont certaines sont considérées comme le cœur de leur métier et d'autres, souvent moins qualifiées, sont mal vécues et considérées comme chronophages*», commente Edouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'éducation. Ainsi, «*l'aspect pédagogique est plébiscité*» mais, à l'inverse, les tâches administratives et de sécurisation de l'école sont considérées comme pénibles respectivement par 62 % et 66 % des répondants. C'est d'ailleurs, sans surprise, sur ces deux domaines d'activité – administration et sécurité – que les directeurs d'école déclarent avoir le plus besoin d'aide.

En outre, les enseignants interrogés déclarent un fort besoin de

formation, en particulier – pour plus de la moitié d'entre eux – pour ce qui est de la «*connaissance du droit et de la réglementation*», et pour la «*gestion des conflits entre adultes*». Plus de la moitié déclarent n'avoir suivi aucun module de formation continue lié à la fonction de directeur d'école depuis leur arrivée à ce poste.

«*La feuille de route est claire, commente Francette Popineau, secrétaire générale du SNUipp-FSU, syndicat majoritaire dans le 1^{er} degré. Il y a trois chantiers : la formation, le temps de travail et les aides humaines. Le gouvernement ne peut plus faire comme s'il ne savait pas de quoi les directeurs ont besoin.*» De l'aveu même du ministère, les résultats de cette consultation doivent servir de «*base de travail*» pour améliorer les conditions d'exercice. Deux réunions avec les organisations syndicales sont prévues en janvier.

Pistes d'amélioration



Au lendemain du suicide de Christine Renon, les directeurs d'école et les organisations syndicales avaient notamment réclamé un allègement des tâches administratives. Le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, avait annoncé en novembre un « moratoire » jusqu'à la « fin de l'année civile » sur « toutes les enquêtes pour lesquelles les directeurs pourraient être sollicités », ainsi qu'une « journée supplémentaire de décharge » pour la période novembre-décembre 2019.

« Sur le temps de travail, le ministère peut proposer rapidement des avancées concrètes, juge Francette Popineau, en faisant un plan pluriannuel de créations de postes pour dégager plus de temps pour les directeurs. » Si certains sont entièrement déchargés d'enseignement – dans les écoles élémentaires de plus de 14 classes, les maternelles de plus de 13 classes, et à Paris –, la plupart conservent leurs élèves, avec un temps dévolu aux missions de direction qui varie selon la taille de l'école. Parmi les pistes d'amélioration évoquées, les sondés plébiscitent la décharge de temps de classe, à 36 %, loin devant « l'aide humaine », à 20 %.

De son côté, l'institution est restée évasive sur la nature des changements qui seront annoncés à l'issue des concertations syndicales. « La demande ministérielle est que certaines tâches ne doivent plus être accomplies par les directeurs », a insisté mardi le responsable des ressources humaines de l'éducation nationale, Vincent Soetemont. « Cela doit-il se traduire par un temps de décharge ou une aide administrative ? C'est justement ce sur quoi nous comptons travailler. » La création d'un statut des directeurs d'école, portée « spontanément » par une « minorité » de répondants (8 %), ne semble pas à l'ordre du jour.

Mais certains comptent l'évoquer lors des consultations qui

s'ouvriront le 14 janvier. C'est le cas du SGEN-CFDT, qui voit dans les résultats de cette enquête le signe d'une « transformation profonde du métier », selon son secrétaire fédéral chargé du premier degré, Dominique Bruneau. « Un directeur d'école n'est plus un enseignant comme les autres et cette enquête le montre », dit le syndicaliste, qui souligne la forte envie d'autonomie des directeurs et leur besoin de disposer de plus de temps consacré à l'échange entre pairs.

Si le ministère de l'éducation prend acte du « besoin d'alléger des tâches perçues comme non essentielles », il refuse cependant de parler de « malaise » dans la profession, un mot maintes fois entendu après le suicide de Christine Renon mais qui ne « revient pas » dans la bouche des sondés, souligne Edouard Geffray.

Lorsqu'on demande aux directeurs d'école de qualifier spontanément leur fonction, les termes « surcharge de travail », « fatigue, stress » et « chronophage » arrivent derrière les mots « polyvalence » (pour un quart des répondants), « responsabilité » et « sens du relationnel ». « La direction d'école est un métier polyvalent, un métier choisi, dans lequel les gens restent, et tout cela est positif », souligne le directeur général de l'enseignement scolaire. ■

VIOLAINE MORIN

« Certaines fonctions moins qualifiées sont considérées comme chronophages »

ÉDOUARD GEFFRAY
 directeur général
 de l'enseignement scolaire



**Marche en
hommage
à Christine Renon,
à Pantin (Seine-
Saint-Denis),
le 5 octobre
2019.** GEOFFROY VAN DER
HASSELT/AFP